

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING NORD FRANCE

Quai des Pierrelles - Beausemblant
BP 93
26240 Saint-Vallier

Références : -
Code AIOT : 0007000905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Outre le suivi des rejets aqueux du site suite à mise en demeure et à sanction, le présent rapport s'inscrit dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les substances per et polyfluoroalkylées (PFAS) constituent une famille de plusieurs milliers de composés organiques persistants dont l'utilisation et la large diffusion dans l'environnement constituent aujourd'hui un enjeu de santé publique.

Dans ce contexte, l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et

polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation, au titre de l'une au moins des rubriques visées par le dit arrêté, prévoit d'établir à l'échelle du territoire français un premier état des lieux de la présence de PFAS au sein des rejets aqueux de divers secteurs d'activité industriel. L'état des lieux comprend notamment la réalisation de 3 campagnes d'analyses de 20 PFAS et du paramètre AOF dans les rejets aqueux des sites visés par l'arrêté ministériel.

En application de l'article 4 -III de l'arrêté ministériel susvisé, les résultats de ces analyses doivent être transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF prévu à cet effet (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>), au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne d'analyse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE
- 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes
- Code AIOT : 0007000905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XPO Tank Cleaning Nord France est implantée sur le port fluvial à Santes.

L'activité exercée sur ce site consiste notamment en un lavage intérieur de véhicules citernes ayant transportés des produits chimiques, des produits pulvérulents ou des produits alimentaires.

Les transporteurs sollicitent la société XPO pour le nettoyage de citernes après dépotage préalable chez leurs clients. Le nettoyage est réalisé à base d'eau pompée dans la nappe souterraine et d'additifs.

Après injection sous pression, les eaux de nettoyage sont dirigées vers une station de traitement comprenant un traitement physico-chimique et un traitement biologique. L'effluent en sortie de traitement est rejeté au canal de la Deûle (rejet n°3 du site).

L'exploitant est régulièrement autorisé à exploiter les installations de lavage intérieur de camions-citernes par arrêté préfectoral du 12/09/1996 au titre de la rubrique principale 167.c «Installations de lavage interne de camions-citernes, containers et éventuellement wagons-citernes. Installation de traitement de déchets».

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) s'appliquent au site:

- APC du 17/01/2011 relatif à la mise en place du programme de surveillance RSDE;
- APC du 15/10/2012 relatif notamment à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement. La rubrique principale appliquée au site est la rubrique 2795.1. «Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux» pour une capacité de 300m³/j.
- APC du 18/12/2014 relatif aux garanties financières;
- APC du 23/12/2015 relatif à la mise en place de la surveillance pérenne des effluents aqueux;
- APC du 14/03/2017 relatif notamment à la surveillance complémentaire des rejets aqueux;
- APC du 14/06/2021 imposant des prescriptions complémentaires d'améliorations de l'installation de traitement des eaux;
- APMED du 03/02/2023 mettant en demeure la SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE de respecter les dispositions applicables relatives aux rejets d'eaux industrielles;

- arrêté préfectoral du 02/07/2024 à l'encontre de XPO TC portant astreinte administrative d'un montant journalier de 450€ jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'APMED du 03/02/2023 susvisé.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rejet d'eaux industrielles dit "rejet n°3" ne respecte toujours pas les dispositions applicables en termes de valeurs limites de différents paramètres. .

Ceci dit, une proposition d'astreinte administrative a déjà été proposée pour cette non-conformité. L'inspection ne propose donc pas de suite consécutivement à cette non-conformité. Les actions menées par l'exploitant au regard de ses obligations vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux de l'installation de Santes sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

8.4.1 . Débit journalier autorisé : 300 m³/j

8.4.2. Température, pH et couleur : Les rejets doivent respecter les conditions suivantes : [...] pH de 6,5 à 8,5 [...].

8.4.3. Substances polluantes : Le rejet n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

	Concentrations (en mg/l)	Flux	Flux
PARAMETRES	M a x i m a l e i n s t a n t a n é e	sur 2h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
MES	35	0,4	10,5
DBO5 (1)	35	0,4	10,5
DCO (1)	200	2,5	60
Azote global (2)	10	0,1	3
Phosphore total	1	0,01	0,3
C o m p o s é s organiques du chlore (en AOX)	5	0,06	1,5
Métaux lourds	4	0,05	1,2
HC totaux	10	0,1	3
MEX (substances extractibles à l'Ether de pétrole)	30	30	9
Sulfates	250	3	75
Chlorures	200	2,5	60
Zn	2	0,02	0,6
Fe	1,5	0,02	0,45

Mn	0,5	0,006	0,15
----	-----	-------	------

	Concentrations (en mg/l)	Flux	Flux
PARAMETRES	M a x i m a l e i n s t a n t a n é e	sur 2h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
Fluor	1,7	0,02	0,51
Cu	0,5	$6,10^{-4}$	0,015
As	0,1	0,001	0,03
Cd	0,005	$6,10^{-5}$	0,0015
Cr total	0,05	$6,10^{-4}$	0,015
Pb	0,05	$6,10^{-4}$	0,015
Se	0,01	$1,10^{-4}$	0,003
Hg	0,001	$1,10^{-5}$	0,0003
CN	0,05	$6,10^{-4}$	0,015
Nitrite	1	0,01	0,3
Phénols	0,1	0,001	0,03

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

Les méthodes de prélèvement, mesures et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

Constats :

Un contrôle inopiné des eaux de rejet en sortie de station après traitement (au droit du rejet n°3)

a été mandaté par l'Inspection suite aux récurrents dépassements des valeurs limites d'émission de certains paramètres, et particulièrement les chlorures.

Les prélèvements de ce contrôle se sont déroulés du 20 au 21/11/2024 et ont été réalisés par le laboratoire CERECO sous mandat de la DREAL.

Le rapport d'analyse B24/R4541/00281 du 04/12/24 a été transmis à l'Inspection par courriel à la même date.

Le rapport d'analyse fait état des dépassements pour deux paramètres, à savoir:

- **la concentration en chlorures est supérieure à plus de 4 fois la VLE^(*) (860mg/l au lieu de 200mg/l),**
- **la concentration en sulfates est de 270mg/l au lieu de 250mg/l.**

Par ailleurs, au regard des données issues de l'autosurveillance établie par l'exploitant sous l'outil GIDAF depuis la dernière visite du 15/05/2024, l'Inspection constate des non-conformités sur d'autres paramètres entre mai et octobre 2024.

Les dépassements constatés sont les suivants:

pH: la valeur de ce paramètre a été régulièrement dépassée en juillet 2024 (entre 8,51 et 8,61);

MES: des dépassements à hauteur parfois de plus de 5 fois la VLE sont recensés (pour exemple, 180mg/l le 13/08/2024, 115mg/l et 98 mg/l les 3 et 10/07/2024, 46mg/l le 04/09/2024, 64mg/l le 03/10/2024);

DCO: ce paramètre a fréquemment dépassé la VLE de 200mg/l depuis mai 2024 (302mg/l le 19/06/2024, 4 dépassements en juillet avec une valeur de 287mg/l le 18/07/2024, 336mg/l le 13/08/2024, 203mg/l le 25/09/2024) ;

DBO₅: la concentration de ce paramètre a été dépassée en juillet 2024 (44mg/l le 10/07/2024 et 51mg/l le 17/07/2024);

Azote Global: la concentration de ce paramètre a été dépassée de plus de 2 fois la VLE le 15/05/2024 (20,4mg/l) et légèrement supérieure à la VLE en octobre 2024 (10,6mg/l);

Chlorure: l'autosurveillance est réalisée à fréquence trimestrielle et indique un dépassement supérieur à 2 fois la VLE lors de chaque contrôle (771mg/l le 18/07/2024 et 1080 mg/L le 16/10/2024 soit **plus de 5 fois la VLE autorisée**);

Sulfates: le contrôle trimestriel de ce paramètre a été réalisé le 16/10/2024 et la concentration dépasse la VLE autorisée (337mg/l au lieu de 200mg/l).

L'exploitant est à la recherche de solutions techniques en vue d'atteindre des valeurs conformes au regard des rejets aqueux de l'installation dans le milieu naturel.

Une sanction a d'ores et déjà été proposée par l'Inspection à l'issue de la visite du 16/11/23.

Aussi, l'Inspection ne propose pas de nouvelle sanction.

(*) VLE = Valeur Limite d'Emission

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux échanges avec l'Inspection lors de la visite, l'exploitant indique que les résultats de l'étude présentée en juillet 2024 ont permis de définir une solution technique de réductions des quantités de chlorures et de MES.

Sous un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmet à l'Inspection un point d'avancement sur la mise en œuvre de cette solution technique.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir fait appel à l'expertise du bureau SOCOTEC et du laboratoire EUROFINs pour établir la liste des éventuelles substances PFAS de l'établissement qui feront l'objet d'analyse dans les effluents aqueux.</p> <p>La liste retenue est celle des 20 PFAS obligatoires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS au rejet n°3 de l'établissement (rejet des eaux industrielles), en amont du rejet dans le milieu.</p> <p>Les justificatifs ont été apportés par courriel en date du 14/11/2024, à savoir les rapports d'analyse suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport AR-23-SD-017153-01 du 22/11/2023 du laboratoire EUROFINs (suite au

<ul style="list-style-type: none"> prélèvement du 03/10/2023); • Rapport de mesure A1482/23/1529 du 08/12/2023 de SOCOTEC (suite au prélèvement des 19 et 20/10/2023); • Rapport AR-23-SD-017162-02 du 08/12/2023 du laboratoire EUROFINS (suite au prélèvement du 20/10/2023); • Rapport AR-23-SD-019889-01 du 27/12/2023 du laboratoire EUROFINS (suite au prélèvement du 30/11/2023); • Rapport AR-24-IX-003578-01 du 04/01/2024 du laboratoire EUROFINS (suite au prélèvement du 30/11/2023). <p>Le rapport AR-24-LK-002276-01 du 04/01/2024 du laboratoire EUROFINS et contenant la mesure du paramètre AOF (suite au prélèvement du 30/11/2023) a été transmis par l'exploitant lors de la visite, sur demande de l'Inspection.</p> <p>L'Inspection constate la réalisation de 3 campagnes d'analyses sur les paramètres obligatoires (20 PFAS + paramètre AOF). Ces campagnes ont été réalisées dans les délais fixés par arrêté ministériel du 20/06/2023, à savoir la réalisation de la première campagne au plus tard le 27/12/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mandaté la société SOCOTEC pour les prélèvements et le laboratoire EUROFINS pour les analyses. SOCOTEC et EUROFINS sont accrédités COFRAC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>

<p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports transmis indiquent que les prélèvements ont bien été réalisés de manière homogène et par échantillonnage sur une durée de 24 heures.</p> <p>L'exploitant a mis à disposition de l'Inspection son outil de suivi de consommation d'eau aux 3 dates de prélèvement. Aucun arrêt de production et une activité normale du site sont constatés par l'Inspection à ces 3 périodes. Aussi, les prélèvements ont bien été effectués dans des conditions normales de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification appliquées sont conformes pour les substances PFAS et le paramètre AOF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite, l'Inspection constate que seuls les résultats issus de la première campagne d'analyse PFAS (réalisée du 03 au 04/10/23) ont été insérés sur la plateforme de télédéclaration GIDAF. Interrogé sur ce point, l'exploitant indique que l'outil ne lui permet pas d'insérer les résultats de la seconde campagne, celle-ci ayant été également réalisée en octobre (du 19 au 20/10/23).

L'Inspection informe l'exploitant que les résultats de la seconde campagne peuvent être renseignés sur le mois de novembre 2023 et ceux de la troisième campagne (du 30/11 au 01/12/23) seront à intégrer en décembre 2023.

A date de la rédaction du présent rapport, les résultats des 3 campagnes d'analyse sont transmis dans l'outil GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite